

STOPPER L'EXTRÊME DROITE

RENFORCER

LA GAUCHE UNIE

ET MILITANTE



ZOOM

Pour Nahel et pour toutes les autres victimes : ni oubli ni pardon

Page 3

INTERNATIONAL

Palestine. Le projet israélien d'annexion de la Cisjordanie dévoilé

Page 4

ARGUMENTS

Élections législatives. Premier tour, deuxième tour... et après on continue

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Grégoire, Héloïse, Lucas et Adèle des Jeunesses anticapitalistes.

Page 8

Édito

Dimanche, le RN arrive en tête
Lundi, le CAC40 grimpe

Par CHRISTINE POUPIN

Dès le lendemain du premier tour des élections législatives, la Bourse de Paris affiche une nette hausse. Au nombre des plus fortes hausses, on trouve trois banques, Société Générale, Crédit Agricole et BNP Paribas. Les banquiers n'aimaient pas l'incertitude, surtout si elle vient de la gauche. Ils soufflent de soulagement.

Soulagement d'abord de voir écarter le danger, pour eux le plus grave et de loin, celui d'une victoire, et donc d'un gouvernement, du Nouveau Front populaire. En effet, pour eux, rien n'est plus alarmant que des hausses de salaires, un renforcement de la protection sociale, la priorité aux services publics, l'abandon des projets écologiques... autant de menaces sur les profits. Soulagement aussi de pouvoir miser sur les accommodements avec l'extrême droite.

Les capitalistes sont convaincus qu'il est possible de s'arranger avec Bardella, plus encore s'il doit s'allier avec tout ou partie de la droite. Le modèle vient d'Italie, c'est celui Giorgia Meloni, de l'union de la droite et de l'extrême droite, de la Ligue, Forza d'Italia et Fratelli d'Italia. Sur le fond, plus le RN se rapproche du pouvoir, plus son programme économique est explicitement libéral. Exit le retour sur la contre-réforme des retraites ! Concernant leurs propres intérêts, les financiers sont plus clairvoyants qu'un Bruno Le Maire en campagne qui peut dire tout et surtout n'importe quoi, jusqu'à accuser les députés RN d'avoir le « programme économique [...] le plus marxiste qui n'ait jamais été proposé en France depuis une quarantaine d'années ». Encore un cadeau, et pas des moindres, de la macronie au RN : faire croire que son programme aurait quoi que ce soit de social. Alors que devant le Medef, Bardella déclare sa flamme aux patrons : « Sans nos entreprises, la France s'éteint, mais avec nos entreprises, la France peut tout ». Le RN est bien sur la même longueur d'onde que tous les néolibéraux, vent debout contre toutes contraintes, qu'elles soient sociales ou environnementales, pour les allègements de « charges » et les baisses d'impôts pour les entreprises, pour l'abrogation de l'impôt sur les fortunes immobilières, accro à la croissance et au nucléaire. Au Medef, Bardella promettait : « je vais être un peu plus raisonnable », comprendre archi-libéral et antisocial. Une promesse qu'il n'aurait aucun mal à tenir !

Bien dit

Pour justifier un « ni-ni », Édouard Philippe, François Bayrou, Aurore Bergé, Bruno Le Maire ne stigmatisent pas la gauche, mais La France insoumise (LFI). Et les « insoumis » sont bien commodes pour ne pas choisir.

JACQUES TOUBON, entretien au Monde, le 1^{er} juillet 2024... analyse son camp !

À la Une

Stopper l'extrême droite,
renforcer la gauche unie et militante

Après le premier tour des élections législatives, l'accélération de la situation et la polarisation du champ politique ne font que s'accroître. Avec un taux de participation particulièrement élevé, les enjeux de ce premier tour semblaient clairs pour la majorité de notre classe.

Le RN et ses alliés arrivent en tête avec 33,14% des suffrages exprimés, un score historique : plus de 10 millions de personnes ont ainsi voté pour le parti de Marine Le Pen ou apparentés (comme Ciotti). Une partie de la bourgeoisie républicaine a définitivement basculé du côté de l'extrême droite, tandis que les médias ont orchestré un sinistre jeu des vases communicants, la diabolisation du RN allant de pair avec la diabolisation du Nouveau Front populaire, comme on a pu le voir sur la question de l'antisémitisme.

Le NFP apparaît comme la seule opposition crédible à la macronie et à l'extrême droite, avec 28% des voix. Par rapport au score de la Nupes en 2022 (25,78% des voix), le bloc des gauches a encore progressé.

Entre les deux, l'ancienne « majorité présidentielle » s'effondre, n'obtenant que 20% des voix : la dissolution de l'Assemblée nationale est synonyme de sa propre dissolution comme force politique, et le pari de Macron semble totalement perdu. Pourtant, les macronistes n'en tirent pas les bilans et se retrouvent divisés sur les consignes de vote pour le second tour : plutôt que d'appeler fermement à voter pour le NFP, certains continuent de dissocier la FI du reste du NFP et à mettre un trait d'égalité entre les « extrêmes », stratégie qui ne fait en réalité que renforcer le RN.

Dynamique réelle et sursaut du NFP

Si on tente un premier bilan, on voit ainsi que la mobilisation de notre camp social a été impor-

tante, mais pas suffisante. L'unité inespérée qui s'est mise en place dès le soir de la dissolution, faisant converger mouvement social et politique, syndicats et partis, mais aussi des collectifs antiracistes, féministes et LGBTI+, a créé une dynamique réelle, mais qui n'a pas réussi à nous permettre de franchir réellement un nouveau cap. Ce sursaut a malheureusement été plus défensif qu'offensif, malgré la constitution dans l'urgence d'un programme commun, la défaite de la mobilisation contre la réforme des retraites pesant encore très lourdement sur notre classe. La nécessité d'une implantation durable, qui ne se limite pas à des mobilisations électorales, se fait par ailleurs plus que jamais sentir. Enfin, la bataille culturelle contre l'extrême droite demeure encore largement à mener, dans un contexte où les grands médias

et de plus en plus de maisons d'édition appartiennent à Bolloré, et où les services publics de l'information s'effondrent, à l'image de tous les autres.

Continuer le combat

L'heure est dure, tout particulièrement pour les personnes racisées, immigrées, les LGBTI+ et les femmes. Pour autant, nous ne devons pas laisser de prise à la démoralisation : car si l'extrême droite est aux portes du pouvoir, elles ne lui sont pas encore ouvertes. Nous avons encore une semaine pour battre l'extrême droite dans les urnes ! Cela passe par le renforcement de notre camp social partout où nous le pouvons, d'abord par la mobilisation dans la rue : des initiatives contre l'extrême droite, les plus larges possibles, doivent être organisées dans les jours qui viennent. Concernant

le second tour, au vu des intérêts immédiats des populations issues de l'immigration, de l'ensemble du monde du travail, de la défense des droits et des libertés publiques, il est impératif de battre le RN, ses alliés et ses soutiens, de préférence avec un vote en faveur du NFP. Enfin, dès à présent, nous devons penser à l'après 7 juillet. Quels que soient les résultats, tout reposera sur notre capacité collective à nous mobiliser. Ce qui s'est construit au cœur de cette campagne, une gauche unie et militante, doit perdurer : confirmer un programme de rupture, se nourrir et nourrir les mobilisations plus que jamais nécessaires, permettre au plus grand nombre de rester organisé au-delà de ces élections, condition pour faire renaître une véritable gauche de combat.

Aurore Lancereau

BARDELLANISATION DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE!

CHARMAG



Acturama

CONTRE LE RN,
TOUS DANS LA RUE!

Place de la République, à Paris, le soir du 30 juin, après les résultats du premier tour des législatives, plusieurs milliers de personnes se sont réunies à l'appel de LFI et sont ensuite partie en manif sauvage.

© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

VIOLENCES POLICIÈRES Pour Nahel et pour toutes les autres victimes : ni oubli ni pardon

Il y a un an, Nahel était exécuté par la police. Ce meurtre sera justifié par l'article L435-1 du code de la sécurité intérieure qui autorise les policiers à faire feu notamment lors de contrôles routiers. Parmi plusieurs milliers de refus d'obtempérer chaque année, ce sont évidemment les personnes racisées qui sont les premières victimes de ce permis de tuer.

L'impossible deuil

Lors du rassemblement, Mounia Merzouk, la mère de Nahel, comme de trop nombreuses mères avant elle, a fait un discours poignant sur l'incapacité à vivre sans son enfant. Elle est revenue sur l'acharnement médiatique qui a voulu le faire passer pour un délinquant, comme si cela justifiait de mourir à 17 ans quand on est un Arabe de banlieue. Aussi sur la violence de savoir le meurtrier libre, dehors, la peur de pouvoir le croiser chaque jour. Ce policier, devenu millionnaire grâce à une cagnotte de la honte, une violence supplémentaire pour toutes les familles de victimes de violences policières. C'est toute l'assemblée composée d'environ cinq cents personnes qui a ressenti ce sentiment d'injustice, renforcé par la peur de ce que les résultats du scrutin

Ce samedi 29 juin, le collectif justice pour Nahel organisait une marche blanche pour lui rendre hommage un an après son exécution à bout portant par un policier.



du premier tour des législatives allaient signifier pour les jeunes des quartiers populaires. Alors que les morts ont continué, comme Yahya tué le 19 juin dernier à Aubervilliers, quel sera le niveau de violence avec un appareil d'État aux mains de l'extrême droite? Quel sera le niveau de brutalité de la répression? Pour Nahel, la vidéo de l'as-

sassinat montrant que les policiers ont provoqué l'escalade après un profilage raciste n'a pas suffi à contrer la puissance de médias dominants qui ne discuteront que de la version policière. Surtout, les révoltés ont fait face à une répression brutale. La jeunesse qui s'est attaquée aux symboles de l'État et du racisme systémique a dû

subir couvre-feu, arrestations, condamnations pour de simples vols et punitions collectives.

S'organiser pour obtenir satisfaction

Les scores du RN remettent au cœur du mouvement la lutte antiraciste et la nécessité de développer des collectifs antiracistes auto-organisés capables de s'opposer aux violences policières et au racisme systémique. Notre camp ne doit pas transiger sur la mise en place de mesures concrètes telles que l'abrogation de l'article L435-1 mais aussi de l'ensemble des lois sécuritaires et liberticides qui permettent de criminaliser massivement la jeunesse racisée ou encore le désarmement de la police, à commencer par les armes offensives qui mutilent. Enfin, tant qu'il le faudra, nous continuerons de revendiquer, aux côtés des familles, la justice et la vérité pour les victimes des crimes policiers à commencer par le 6 juillet prochain lors de la 8^e marche commémorative pour Adama Traoré, puis le 14 juillet au défilé internationaliste contre le fascisme et le colonialisme. **Louisa D.**

No comment

Les institutions résisteront à tout, parce que le général de Gaulle avait le génie des situations historiques.

FRANÇOIS BAYROU, le 2 juillet 2024 sur France Info...
Nous voilà rassurés!

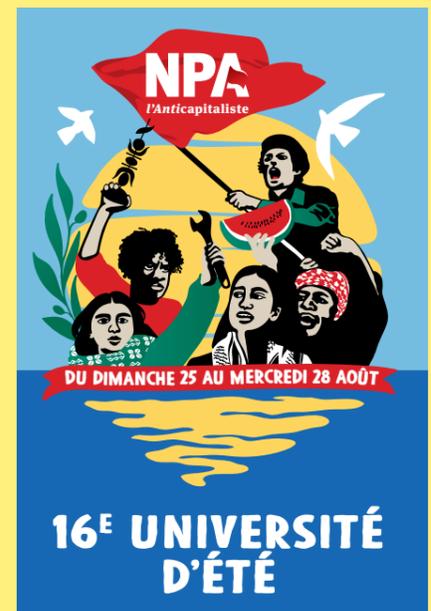
Agenda

Samedi 6 juillet, marche pour Adama, contre les violences policières, Beaumont-sur-Oise. À 14h30, Gare de Persan-Beaumont, rue de la Gare 95340.

Dimanche 14 juillet, défilé internationaliste contre le fascisme et le colonialisme, Paris. À 15h, Bastille.

Du 20 au 27 juillet, rencontres internationales de jeunes (RI), Allier.

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil samedi 24 à partir de 14h, départ jeudi 29 après le petit-déjeuner, au village vacances Rives-des-Corbières.



IRAN Une élection sans électeurs

En République Islamique d'Iran, les élections se jouent toujours hors des urnes. Certes, la disparition accidentelle du président de la République, Ebrahim Raïssi, a provoqué des élections anticipées, elle a surtout ravivé les spéculations sur la succession du Guide Ali Khameneï. Mais cela ne change pas la nature du régime.

Le véritable pouvoir est dans les mains du Guide, de ses proches et des Gardiens de la Révolution. Le Conseil des Gardiens de la Constitution n'a validé que six candidatures parmi les quatre-vingts déposées.

Un second tour pour la deuxième fois dans l'histoire

Ali Larijani, ancien président du parlement, et Mahmoud Ahmadinejad, ancien président de la République, n'ont pas été autorisés à se présenter. De même, les principales candidatures issues du courant dit « réformateur » ont été rejetées. En revanche, le Conseil des Gardiens de la Constitution a validé la candidature de Mohammad Bagher Ghalibaf, ancien maire de Téhéran et ancien président du parlement, célèbre pour les détournements massifs d'argent public et pour sa corruption, ainsi que celle de Saïd Djalili, ultraconservateur, ancien négociateur nucléaire, un des deux représentants du Guide au Conseil de Sécurité nationale et partisan d'un durcissement du régime à l'égard de la rue et des femmes notamment. Face à ces deux candidats, Mahmoud Pezeshkian représente le courant « réformateur ». Il est soutenu par les anciens présidents Rohani et Khatami. Les deux qualifiés pour le second tour sont Mahmoud Pezeshkian et Saïd Djalili, le candidat « réformateur » ayant obtenu environ 1 million de voix de plus que son adversaire. Il faut noter que c'est la deuxième fois dans l'histoire des élections présidentielles qu'il y aura un second tour. Arrivé troisième loin

derrière, Ghalibaf a appelé ses électeurs à voter pour Djalili le vendredi 5 juillet prochain.

« Nous avons le résultat, il nous manque les électeurs »

La véritable information est ailleurs. Le premier tour s'est soldé par une abstention record marquant un rejet massif de la population. Les résultats officiels font apparaître sur le plan national un taux de participation de 39%. Si l'abstention est encore plus forte dans les régions périphériques, notamment au Sistan-Baloutchistan et au Kurdistan, elle l'est aussi dans le grand Téhéran où le taux de participation n'atteint même pas les 25%. Même dans la ville sainte de Qom la participation ne dépasse pas les 25%... Il faut rajouter à cela le pourcentage de bulletins nuls qui avoisine les 5%. Or, l'enjeu principal pour le Guide, Ali Khameneï, et pour les dignitaires du régime est bien la légitimation de leur pouvoir. Tout a été fait pour favoriser une participation forte. Le pouvoir a même prolongé l'ouverture des bureaux de vote jusqu'à minuit. Les appels au vote émanant des sommets de l'État se sont enchaînés. Les « incitations » à la participation électorale ont été nombreuses. Et cela, jusque dans les prisons où les détenuEs ont subi des pressions extrêmement fortes pour voter. Mais à l'instar de Narges Mohammadi, prix Nobel de la Paix, et des syndicalistes emprisonnéEs, les détenuEs d'opinion ont appelé au boycott. La population iranienne sait que les élections

en Iran ne sont qu'une parodie de démocratie. Une blague populaire fait dire au pouvoir : « Nous avons le résultat, il nous manque les électeurs ».

Un référendum contre la République islamique

Un an après le soulèvement « Femme, Vie, Liberté », dans un contexte marqué par une profonde crise économique et une répression continue, ce taux de participation est un référendum contre la République islamique. Les peuples d'Iran n'ont qu'un seul objectif : en finir au plus vite avec la dictature capitaliste et religieuse qu'est la République islamique. Le mouvement « Femme, Vie, Liberté » a montré la voie. Le changement social et politique se fera par des mobilisations massives de la jeunesse, des femmes, des minorités nationales, des travailleurEs et des privéEs d'emplois, dans la rue, dans les lieux d'études et sur les lieux de travail.

Babak Kia

À lire sur le site



Le procès des neuf militantEs écologistes reporté en décembre

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



PREMIER TOUR, DEUXIÈME TOUR... ET APRÈS ON CONTINUE

Avec une participation en forte hausse par rapport aux législatives de 2022 (+ 41,5 % de votants en plus), ce premier tour des élections législatives a mis le RN en tête du classement. Des résultats qui placent désormais l'ensemble de l'échiquier politique face à ses responsabilités, notamment en matière de désistement. Bilan de ce premier tour et retour sur la campagne dans l'Aude et dans le Vaucluse.

Un premier tour lourd de dangers

Ce sont souvent les autres qui en parlent le mieux. L'adage se vérifie pour la situation en France vue depuis l'Italie avec cette Une du journal italien Il Manifesto sur le portrait en clair-obscur de Macron : « Veni Vidi Vichy ». En 18 jours, depuis l'annonce de la dissolution, le président le plus mal élu de la 5^e République aura donc permis au parti raciste de Marine Le Pen de faire un score historique.

Cette campagne éclair a été marquée par une libération sans précédent de la parole et des actes racistes : des agressions interpersonnelles invisibilisées, à celle médiatisée de Divine dans le reportage d'*Envoyé spécial*. Toutes sont symptomatiques d'un climat qui devient intolérable, d'une banalisation du racisme que l'on retrouve dans les résultats de ce premier tour des législatives.

La poussée alarmante du RN

Avec 33,14 % des suffrages au niveau national et 10 628 507 voix, le Rassemblement national et ses alliés atteignent les scores annoncés par les sondages, sans que l'on sache à cette étape si le second tour leur donnera une majorité à l'Assemblée nationale. Le RN, qui raflait 4 248 537 de voix en 2022, a plus que doublé le nombre de ses voix (+ 120,2%).

Dans tous les cas, avec déjà 38 députés RN et 1 LR compatible RN élus dès le premier tour, le chiffre des 89 députés sortants va être dépassé dans la prochaine assemblée, traduisant un enracinement inquiétant de ses idées. Présent dans 443 circonscriptions pour le second tour, le RN est arrivé dimanche en tête dans 222 de ces circonscriptions, auquel il faut ajouter les 38 candidats LR « canal Ciotti » qu'il soutient.

Le RN, qui raflait 4 248 537 de voix en 2022, a plus que doublé le nombre de ses voix (+ 120,2%)

En comparaison, en 2022 le RN n'était arrivé en tête au premier tour que dans 65 circonscriptions... Et parmi les 190 duels annoncés du second tour, le RN est arrivé premier dans 97 des cas, et sur les 306 triangulaires annoncées, 299 incluent l'extrême droite, dont 83 où le candidat est arrivé en 3^e position... Des chiffres qui en disent long sur l'ampleur de la vague brune à l'échelle nationale, d'autant plus que l'expansion géographique nationale du vote, déjà analysée depuis la dernière présidentielle, se confirme.

Outre son développement bien connu dans le Sud-Est et dans les zones en crise industrielle (telles que le Nord ou la Picardie), aucune région n'échappe au vote d'extrême droite, à l'exception notable des grandes villes et métropoles régionales. Signalons aussi la dramatique pénétration du vote RN dans différentes catégories sociales : outre le monde ouvrier et les employéEs, le RN parle aussi de plus en plus aux fonctionnaires, aux cadres, etc. Profitant de l'effondrement des forces au pouvoir largement sanctionnées — un « bloc macroniste pratiquement effacé » — ces élections constituent selon Marine Le Pen (réélue dès le premier tour) une « première étape vers un choix d'alternance ». Sur

le fond, les enquêtes montrent à la fois une adhésion de plus en plus importante de ses électeurs à l'orientation raciste — en particulier islamophobe — et de repli national du RN, mais aussi la volonté de ceux-ci que l'extrême droite arrive enfin aux affaires... Visiblement, peu importe les bégaiements et autres reculs sur les questions sociales portées encore récemment par le RN (retraite, TVA sur les produits de première nécessité...), la recherche du bouc émissaire et le racisme restent le ciment national de l'extension du vote RN.

NFP : la réussite d'une campagne militante

Le principe de l'unité lancé comme base pour le Nouveau

Front populaire aura donc permis à la gauche unie sur un programme de refus des régressions sociales d'être présente dans l'ensemble des 577 circonscriptions. Avec 8 974 566 millions de votes, le Nouveau Front populaire arrive juste derrière le RN. La dynamique de la campagne éclair a permis d'augmenter de 3 millions le nombre de votants (+ 53,7%) par rapport à la Nupes en 2022.

Le sentiment d'urgence a notamment contribué à faire élire dès le premier tour 31 députéEs (contre 4 en 2022). Mais le vote est très inégal suivant les territoires : 24 députéEs éluEs ou rééluEs le sont dans les arrondissements de l'est parisien, dans le 93, le 94 le 92, et 1 dans le 95. Quatre députéEs de plus auraient pu l'être également sans les mises en concurrence provoquées par les purges internes à LFI.

Ces territoires conjuguent une population racisée — qui s'est fortement mobilisée et qui se politise, en particulier sa jeunesse en solidarité avec le peuple palestinien dont la résistance fait écho à leur résistance contre les oppressions subies ici — et un maillage militant. Dans cette ancienne ceinture rouge, l'engagement politique, syndical et associatif résiste et veut continuer. Ce qui a pu aboutir à des scores entre 60 % et 70 %, avec un RN qui reste autour de 10 % et n'ose pas mener campagne dans les rues ou sur les murs pour des candidats anonymes qui ne mettent pas leur photo sur les circulaires électorales.

Deux salles, deux ambiances car dans les métropoles régionales mais aussi dans les villes moyennes, les campagnes du NFP ont été plus compliquées. Le rouleau compresseur médiatique anti-NFP, mais aussi les relais clientélistes d'un certain nombre de responsables politiques « de gauche » ont agité la « menace Mélenchon » avec un certain succès. Dans ces circonscriptions beaucoup de candidatEs du NFP se retrouvent en ballottage, voire en troisième position et donc amenés à se retirer pour faire barrage.

Dans les circonscriptions du péri-urbain dans lesquelles l'activité militante est moins forte, les éliminations directes ont été les plus nombreuses. Ce sont donc entre 300 et 350 candidatures NFP qui sont engagées dans la confrontation avec le RN.

Entre 300 et 350 candidatures NFP sont engagées dans la confrontation avec le RN

tion avec le RN, dont Philippe Poutou dans la première circonscription de l'Aude et Raphaël Arnault dans la première du Vaucluse.

L'enjeu du vote du second tour, le 7 juillet, c'est de faire barrage, et les syndicats qui font partie du NFP l'ont bien compris, puisqu'ils appellent à voter contre le RN.

Au-delà du vote, le point d'appui de cette campagne c'est d'avoir réuni des équipes, des personnes isolées qui ont expérimenté, plus ou moins chaotiquement, le militantisme en commun. C'est fragile mais peut cela devenir la base d'élaboration/reconstruction d'un projet politique commun. C'est d'ailleurs un des enjeux des prochains jours de rassembler et de faire discuter, et de construire



Raphaël Arnault bien parti pour devenir député de la première circonscription du Vaucluse!

Raphaël Arnault, militant antifasciste à la Jeune Garde, et sa suppléante Mathilde Millat, militante au NPA, se présentent aux élections législatives pour le Nouveau Front populaire dans la circonscription d'Avignon.

La première semaine de campagne avait été mouvementée, marquée par des calomnies des médias d'extrême droite de Bolloré, reprises par quelques médias plus traditionnels sur une soi-disant fiche S. Raphaël avait également pu interpellé un Gabriel Attal agressif dans les rues d'Avignon sur le fait que la macronie a pavé la voie à l'extrême droite.

Un meeting dans le quartier de Saint-Chamand
Les équipes militantes, composées de camarades de LFI, des Jeunes Communistes, des écologistes, de la Jeune Garde, du NPA et de nombreux collectifs locaux, ont battu la campagne sans relâche. Le point d'orgue

de la deuxième semaine de campagne a été la venue de Rima Hassan et un meeting populaire dans le quartier de Saint-Chamand regroupant des centaines d'habitants, et coorganisé avec Urgence Palestine.

Qualifié pour le second tour

Au soir du premier tour, Raphaël Arnault a su se hisser en deuxième position avec 24,76% des voix, devançant ainsi la candidature dissidente de Philippe Pascal, soutenu par une petite partie de la gauche locale, dont la maire d'Avignon, Cécile Helle. Philippe Pascal, qui avait maintenu la confusion en mettant le mot Front populaire sur ses bulletins de

Raphaël Arnault en deuxième position avec 24,76% des voix

vote, arrive en troisième position avec 18% des voix, mais sans franchir la barre des 12,5% des inscrits. Philippe Pascal et Cécile Helle ont très rapidement appelé à voter pour Raphaël Arnault, le plaçant ainsi favori du second tour face à la députée sortante du Rassemblement national, Catherine Jaouen, qui a rassemblé 34,62% au premier tour. La candidate de Renaissance, Malika Di Fraja, s'est quant à elle placée loin derrière, en quatrième position avec 16,1%.



Dans le Vaucluse, pour la campagne de Raphaël Arnault et Mathilde Millat. NPA

La dynamique de la campagne s'amplifie encore dans cet entre-deux tours, et l'accueil est toujours aussi bon dans les quartiers

populaires, sur les marchés et dans les porte-à-porte. Nous ferons tout pour faire de Raphaël Arnault un jeune député antifas-

ciste qui luttera pied à pied contre le Rassemblement national, dans la rue et à l'Assemblée!

CorrespondantEs

Montagnes russes émotionnelles dans le vignoble audois

La soirée électorale a été marquée par de nombreux changements émotionnels. Alors que nous nous attendions à devoir batailler pour la deuxième position, en particulier à cause de la candidature dissidente du PS local (soutenu par Carole Delga), le choc principal a été le score très élevé du RN et sa presque majorité des votantEs. Des résultats locaux qui s'inscrivent dans une tendance nationale où la vague du vote RN a submergé de très nombreuses circonscriptions.

Heureusement, après le dépouillement des derniers bureaux de Carcassonne, le résultat est tombé : « On est en finale ! ». Philippe Poutou se retrouve seul au second tour contre Christophe Barthès (RN), qui passe en force avec un 49,3%. Nous, à 18,7%. Plus loin derrière, on retrouve un ancien maire PS devenu macroniste, Jean-Claude Perez (16,8%), et le dissident PS Aurélien Turchetto (13,2%).

Une campagne rassembleuse

L'analyse plus précise des résultats montre des disparités très importantes dans le vote. Comme au niveau national, la participation haute a bien bénéficié au RN qui fait de très bons scores dans des petites villes et dans les zones les plus rurales. Carcassonne et en particulier les quartiers populaires se sont également beaucoup mobilisés, mais cette fois pour mettre un bulletin Nouveau Front populaire dans l'urne.

Être au deuxième tour est en soi une victoire pour nous. Donnés perdantEs par les médias, attaqués et diffamés par les membres du gouvernement et l'extrême droite, cibles d'ailleurs de toutes les calomnies aussi localement, nous avons pu quand même démontrer qu'avec une campagne militante, de terrain, avec une unité large et visible, allant du PS au NPA, enfin grâce à la popularité



NPA

de Philippe Poutou, de ce qu'il représente mais de ce que nous portons au NPA, c'est-à-dire une politique révolutionnaire et unitaire, on peut gagner.

La bataille du deuxième tour ne fait que commencer

On ne va pas se mentir, l'écart avec le RN est très important. Mais nous ne baisserons pas les bras. Il faudra aller disputer chaque voix. Tout d'abord, il y a un enjeu à essayer de nous assurer les voix du dissident PS Turchetto, mais il faut également renforcer la campagne dans les quartiers populaires car, même avec une participation en hausse, l'abstention reste importante. Nous serons les derniers jours, comme aux premiers, sur le terrain. Nous irons rencontrer les habitantEs des quartiers populaires, les militantEs, les paysanNEs, les associations... pour amener Philippe Poutou

à l'Assemblée. Maintenant c'est clair, avec ce duel, c'est soit le RN, soit la gauche de combat, unitaire et radicale, résolument antifasciste.

Cette candidature, et cette campagne locale, est un symbole. Elle résonne à une échelle nationale. Comme d'autres d'ailleurs, notamment lorsqu'on voit Raphaël Arnault passer au second tour dans le Vaucluse, Amal Bentounsi en Seine-et-Marne, ou encore Aly Diouara en Seine-Saint-Denis. Ces batailles incitent aussi ce que veut représenter le Nouveau Front populaire : face à l'extrême droite, la lutte sociale, antifasciste, anti-raciste, féministe, écologiste...

Une campagne pour gagner et pour construire l'après-7 juillet

Nous avons mené une campagne avec une dynamique à la base, très forte et très unitaire.

Les équipes militantes, avec leurs nuances et divergences, ont su faire bloc pour battre le RN (à l'exception de Carole Delga qui a fini, même elle, par appeler au deuxième tour à voter pour tous les candidatEs en face du RN). Sur la base de ce que nous construisons aujourd'hui, nous pouvons espérer que cela sera un point d'appui pour reconstruire une dynamique militante, dans la rue, plus large à Carcassonne et dans la région. Il est urgent et nécessaire de réussir à redonner l'espoir et l'envie de résister le plus largement possible autour de nous. La Pride de Carcassonne qui a eu lieu samedi 29 juin, à l'image de ce regain de la gauche, a été une grande réussite, une Pride évidemment très politique dans un contexte marqué par la montée du racisme et de l'homophobie. Les résultats de ce dimanche 7 juillet seront importants, surtout. Mais ils le seront particulièrement pour nous dans la première circonscription de l'Aude. Quoi qu'il arrive, c'est pour nous et pour toutes les militantes du NFP déjà une campagne réussie. Mais s'il existe une petite fenêtre pour forcer le destin et retirer un siège de plus au RN, nous la trouverons. Car tout ce que nous construisons aujourd'hui nous permettra d'armer notre classe et tous les milieux populaires pour la suite. Faisons bloc, résistons. Dans la rue et dans les urnes le 7 juillet, votez Philippe Poutou.

Manon Boltansky

des collectifs bien au-delà des seules campagnes électorales.

La macronie s'effondre

Touché mais pas totalement coulé, le bloc central — qui rassemble notamment Renaissance, le MoDem et Horizons derrière la bannière Ensemble — a obtenu seulement 20,76% des voix au premier tour. Avec 6 425 217 voix, la macronie progresse faiblement en comparaison du RN et du NFP : de 13,5% par rapport à 2022. Seuls deux députés ont été élus dès dimanche (dans les Hauts-de-Seine et à Wallis-et-Futuna), et le camp présidentiel pourrait ainsi se limiter à une présence à l'Assemblée nationale comprise entre 70 et 100 députés (même si les projections précises restent à cette étape difficile). Un rétrécissement qui va amplifier la crise politique et rend d'autant plus nécessaire la recherche de nouveaux partenaires, d'où les propositions lancées en l'air de nouvelle coalition ou de gouvernement technique...

Les représentantEs du macronisme n'ont réussi à se qualifier au second tour que dans 321 circonscriptions avant les désistements en cours dans beaucoup de triangulaires. Signe de la grande faiblesse de ce pouvoir, les macronistes ne sont arrivés en tête que dans 68 circonscriptions... En comparaison, c'était le cas dans 449 circonscriptions en 2017, et encore 201 il y a deux ans.

Au niveau géographique, hormis quelques bassins traditionnellement à droite, la disparition des macronistes est en

cours dans beaucoup de départements, notamment dans le centre, dans l'est et le sud de la France. Et si dans les Hauts-de-Seine ou les Yvelines, Gabriel Attal, Stéphane Séjourné ou Yael Braun-Pivet font encore bonne figure, c'est loin d'être le cas pour beaucoup de représentants du pouvoir actuel, en particulier en ballottage défavorable contre le RN : l'ancienne première ministre Élisabeth Borne (Calvados), les ministres ou ex-ministres Franck Riester (Seine-et-Marne), Agnès Pannier-Runacher (Pas-de-Calais), Marc Fesneau (Loir-et-Cher)... Même Darmanin (36%) a moins de deux points d'avance sur un candidat RN (34,3%) dans la 10^e circonscription du Nord (Tourcoing). Tout un symbole ! Celui qui a porté la récente loi asile immigration n'a pas éteint le RN mais a contribué à donner une légitimité au logiciel d'extrême droite (préférence nationale...) et, comme toute la macronie, s'est fait le marche-pied de celle-ci.

Le mode de scrutin de la 5^e République qui n'est jamais à la proportionnelle oblige les partis à s'entendre en faisant fi de la volonté des électeurs. Le bal des désistements, nécessaires pour empêcher de donner le pouvoir à des

racistes, est la première urgence, à laquelle une partie de la droite et de la macronie semble ne pas avoir répondu

spontanément. Dimanche, pas une voix pour le RN dimanche. Et lundi... on continue, on s'organise ! Siamo tutti antifascisti !

Les macronistes ne sont arrivés en tête que dans 68 circonscriptions

AFRIQUE DE L'EST Kenya, la révolte de la jeunesse

Contraint de retirer son projet de budget largement inspiré par le FMI, à la suite des mobilisations massives de la jeunesse, Ruto peut-il se maintenir à la présidence ?

Le président kenyan William Ruto, après de nombreuses et importantes manifestations dans toutes les grandes villes du pays, a dû reculer et abandonner sa loi de finances 2024 qui était essentiellement dirigée contre les populations.

Taxes punitives

Ce projet de loi prévoyait toute une série de taxes sur des produits utilisés quotidiennement. Ainsi le pain était taxé de 16 % tout comme les transferts d'argent par téléphone mobile, d'utilisation très courante au Kenya et dans beaucoup d'autres pays africains ; les voitures étaient taxées de 2,5 % ; d'autres produits étaient visés comme l'huile de cuisson, les serviettes hygiéniques, les opérations de change. Ce qui permettait en même temps pour les autorités d'accéder aux données personnelles et aux coordonnées bancaires. Ces nouveaux impôts devaient permettre d'enregistrer 2,7 milliards de dollars et servir à rembourser les dettes du pays qui s'élèvent à plus de 73 % du PIB, avec une charge de la dette qui ampute 55 % des recettes en 2023. C'était une des conditions posées par le FMI pour l'octroi d'un prêt immédiat de 624,5 millions de dollars et des facilités de crédit ultérieures.

Une jeunesse en première ligne

À l'annonce de ce projet de loi, les premières manifestations ont débuté à la mi-juin et se sont renforcées au fur et à mesure. Une mobilisation sans chef et sans cadre organisationnel empêchant les autorités d'user, à leur habitude, d'un ciblage répressif. Les discussions et l'organisation quotidienne des luttes avaient lieu principalement sur les réseaux sociaux et débouchaient sur des marches pacifiques rassemblant une foule immense de jeunes. Cette mobilisation a des traits communs avec « Occupy Wall Street » aux USA, un des hashtags d'ailleurs le plus repris était « Occupy parliament », les printemps arabes ou plus récemment la révolution soudanaise.

On y trouve une jeunesse auto-organisée où les jeunes filles prennent toute leur place. Une jeunesse aussi unie au-delà des communautés ethniques, des différents quartiers d'habitation et qui bénéficie d'un large soutien de la population.

Une jeunesse en rupture avec le pouvoir

L'annonce du retrait du projet de loi est une victoire. William Ruto a déclaré : « Je m'incline et je ne promulguerai pas le projet de loi de finances 2024 », d'autant qu'il s'apprêtait à mener une nouvelle offensive libérale avec le démantèlement de la protection sociale au profit du privé.

Mais cette victoire a un goût amer. Le bilan de la répression subie par les manifestantEs est lourd. Des arrestations, des centaines de blessésEs et 39 mortEs. Beaucoup de jeunes ne font plus confiance au président kenyan et craignent que le retrait de la loi ne soit qu'une manœuvre. Cela en dit long sur la rupture entre la jeunesse et le pouvoir en place. Désormais la question de la démission de Ruto est avancée par une large partie des manifestantEs.

Paul Martial

À lire sur le site



Communiqué du Comité français du RESU (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine) du 30 juin 2024.

USA Crise au sein du Parti démocrate : vers un nouveau candidat ?

L'échec désastreux du président Biden lors du débat télévisé du 27 juin qui l'opposait à son rival, l'ancien président Donald Trump, a provoqué une crise au sein du Parti démocrate, certains appelant le parti à choisir un nouveau candidat.

À cours du débat, qui a été suivi par 51,3 millions de téléspectateurs, les démocrates ont vu avec angoisse Biden, âgé de 81 ans, s'exprimer d'une voix qui n'était parfois qu'un chuchotement bruyant, se montrer faible, hésitant et parfois confus. Dans une réponse incohérente, Biden a fini par dire que « nous avons finalement battu Medicare », un programme de santé gouvernemental qu'il s'est battu pour défendre et étendre.

Une convention démocrate en août

La panique s'est immédiatement emparée du parti. Certains dirigeants et donateurs du Parti démocrate ont suggéré que le parti devrait peut-être trouver un nouveau candidat. *Le New York Times*, premier journal du pays, a publié un éditorial intitulé : « Pour servir son pays, le président Biden devrait quitter la course ». La convention nationale du Parti démocrate, qui se tiendra du 19 au 22 août à Chicago, choisira en dernier ressort le candidat du parti et, si Biden est disposé à se retirer, pourrait sélectionner quelqu'un pour le remplacer. Pour l'instant, Biden lui-même a déclaré qu'il maintenait le cap.

Attaques et mensonges de Trump

Trump a dominé le débat avec son style typique de grandiloquence, de vantardise et de belligérance. Il a qualifié à plusieurs reprises

Biden de « pire président », de « pire commandant en chef », de président qui a créé « la pire frontière », « la pire situation avec la Chine ». Il a prétendu, à tort, avoir eu sous sa présidence la meilleure économie, la meilleure situation environnementale, les meilleurs programmes de lutte contre le covid. Il s'en est pris à plusieurs reprises aux politiques frontalières et d'immigration de Biden, affirmant que ce dernier « a permis à des millions de personnes de venir ici depuis des prisons, des établissements pénitentiaires et des institutions psychiatriques pour entrer dans notre pays et le détruire ».

Trump a continué à attiser le ressentiment à l'égard des immigrants. Il a lancé des accusations grotesques à l'encontre de Biden : « C'est lui qui a tué des gens avec la mauvaise frontière, y compris des centaines de milliers de personnes qui sont mortes, et qui a également tué nos citoyens lorsqu'ils sont entrés dans notre pays. Nous vivons actuellement dans un nid de rats. Ils tuent nos concitoyens à New York, en Californie, dans tous les États de l'Union, parce que nous n'avons plus de frontières ». Le meilleur débatteur aurait été mis au défi de répondre aux attaques et aux mensonges de Trump, et Biden était loin d'être le meilleur.



Joe Biden avec Kamala Harris. WIKIMEDIA COMMONS

Inquiétudes des électeurEs

Quoi qu'il en soit, Biden n'a pas réussi à contrer les inquiétudes des électeurEs, qui estiment qu'il est trop vieux pour un nouveau mandat présidentiel, et la question est de savoir ce qui se passera dans les deux prochaines semaines. Les dirigeants du parti — Barack Obama, l'ancienne présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi, l'actuel président de la Chambre des représentants Hakim Jeffries, le chef de la majorité sénatoriale Chuck Schuster — et l'épouse de Joe Biden, Jill, peuvent-ils être persuadés de lui demander de se retirer ?

Qui pour remplacer Biden ?

Quels pourraient être les candidats alternatifs du Parti démocrate ? Plusieurs noms ont été cités. Tout d'abord, la vice-

présidente Kamala Harris, bien qu'elle ne soit pas considérée comme efficace ou populaire, et qu'en tant que femme noire, elle pourrait avoir le plus grand mal à remporter l'élection. Parmi les autres possibilités, citons : Gavin Newsome, gouverneur de Californie, Gretchen Whitmer, gouverneuse du Michigan, J.B. Pritzker, gouverneur de l'Illinois, et Sherrod Brown, sénateur de l'Ohio.

Si Joe Biden devait se retirer, les 5 500 délégués des 50 États et de plusieurs territoires (comme Washington, D.C. et Porto Rico) choisiraient le nouveau candidat. Environ 15 % des délégués sont des superdélégués, c'est-à-dire d'anciens présidents, des dirigeants du Congrès, de grands donateurs, des fonctionnaires de longue date du parti et certains représentantEs syndicaux.

On s'est récemment inquiété du fait que les délégués à la convention ne représentaient pas suffisamment les NoirEs et les LatinEs. Quant aux délégués progressistes, comme Alexandria Ocasio-Cortez, ils auront peu d'influence sur le choix du candidat du parti. Les démocrates s'en tiendront-ils à Biden ? Nous devrions le savoir dans quelques semaines.

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno

PALESTINE Le projet israélien d'annexion de la Cisjordanie dévoilé

Le projet du ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, d'annexer la Cisjordanie impliquerait que plus de 60 % du territoire deviendrait une partie de l'État hébreu. Mais les experts palestiniens affirment que cela est « déjà en train de se produire ».

La question de l'annexion progressive de la Cisjordanie par Israël a refait surface ces derniers jours après la fuite d'un enregistrement du ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, qui a révélé un plan « dramatique » visant à imposer un contrôle israélien permanent sur la Cisjordanie « sans que le gouvernement ne soit accusé de l'annexer », comme l'a déclaré Smotrich. Les déclarations de Smotrich, enregistrées par l'ONG israélienne Peace Now et publiées par CNN et le *New York Times*, ont été faites lors d'un discours prononcé devant des dirigeants de colons début juin. [...]

Plan d'annexion

Le plan prévoit le transfert des pouvoirs administratifs de l'armée israélienne en Cisjordanie aux autorités civiles du gouvernement israélien. Smotrich a expliqué qu'il avait supervisé la création d'un organe administratif entièrement lié directement au gouvernement et que des membres de cet organe étaient déjà intégrés à l'administration civile de l'armée israélienne. [...] Smotrich a déclaré que des budgets importants ont été alloués à des projets d'infrastructures pour l'expansion des colonies et à des « mesures de sécurité » pour les

colonies, ajoutant que l'objectif d'un tel plan est « d'éviter que la Cisjordanie ne devienne une partie d'un État palestinien ».

Le plan Smotrich est déjà en cours

Les révélations de Smotrich surviennent à un moment où la Cisjordanie a été le théâtre d'une augmentation spectaculaire des attaques violentes des colons contre les villages palestiniens depuis le 7 octobre. Les colons israéliens ont lancé une série d'attaques contre les communautés rurales palestiniennes, expulsant complètement au moins 20 communautés de la vallée du Jourdain, des pentes orientales adjacentes (la région de Mu'arrajat) et de Masafer Yatta dans les collines du sud d'Hébron. L'allié de Smotrich et ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a personnellement supervisé la distribution d'armes à feu aux colons, qui continuent d'attaquer les villages et les routes palestiniens en Cisjordanie.

Le plan de Smotrich « est une description de ce qui se passe déjà sur le terrain », a déclaré à Mondoweiss Khalil Tafakji, un expert palestinien des colonies israéliennes et ancien directeur de l'unité de cartographie à la Maison d'Orient de Jérusalem.

La Cisjordanie sous contrôle

« C'est ce que nous décrivons et contre lequel nous mettons en garde depuis des années ; une annexion de facto de la Cisjordanie par étapes, qui va de pair avec la violence des colons pour nettoyer ethniquement la zone C des Palestiniens », a-t-il souligné.

La zone C comprend les territoires de Cisjordanie où les Palestiniens ne sont autorisés à avoir aucune forme de souveraineté ou d'autorité en vertu des accords d'Oslo. Elle couvre 61 % de la Cisjordanie et comprend les frontières du territoire, la vallée du Jourdain et l'espace entre les villes palestiniennes.

« Mais ce plan constitue en fait un changement majeur dans la manière dont la Cisjordanie est traitée dans le système israélien », a déclaré Tafakji. « Comme elle sera sous le contrôle civil du gouvernement israélien, cela faciliterait la construction et l'expansion des colonies de telle sorte que la zone C devienne une extension directe d'Israël. »

« La prochaine étape, à poursuivre Tafakji, consisterait à retirer à l'Autorité palestinienne le pouvoir de construire et d'urbaniser dans la zone B, tout en augmentant la pression sur les Palestiniens pour les forcer à partir [...] » « Ce n'est pas une révélation majeure sur les intentions ou la stratégie d'Israël en Cisjordanie, mais cela montre comment Israël le fait et prévoit de le faire à l'avenir », a précisé Tafakji.

Qassam Muaddi, 27 juin 2024

Version intégrale à lire sur Mondoweiss.net

Culture

SÉRIE *Little Bird*, de Zoe Leigh Hopkins

Mini-série en 6 épisodes. Disponible sur arte.tv jusqu'au 21 août 2024.

Le vol d'enfants est souvent présenté comme une composante structurante des dictatures militaires du 20^e siècle. Malgré la mise à jour difficile et récente de ces pratiques en Espagne franquiste, en Argentine ou au Chili, elles sont maintenant largement documentées, apparaissent dans des films, tel le très percutant *Madres paralelas* de Pedro Almodovar.



Vols d'enfants

Little Bird nous montre que, selon des modalités formellement réglementaires — légales ! — la même ignominie fait partie de l'arsenal raciste des « grandes démocraties » d'Amérique du Nord. « Au Canada, une jeune femme issue des Premières Nations cherche sa famille d'origine. La série canadienne "Little Bird" raconte sur fond de quête identitaire la "rafle des années 1960" au Canada : plus de vingt mille enfants des communautés autochtones furent arrachés à leur famille pour les assimiler à la culture dominante. »¹ Le Canada et les États-Unis ont ainsi usé de procédés du même type, arrachant à leurs familles des milliers d'enfants autochtones, pour ensuite les proposer à l'adoption, au motif fallacieux que leurs parents seraient coupables de « négligence éducative ».

Une création autochtone

Little Bird, prix du Public à Séries Mania 2023, est une œuvre sobre et puissante, témoin d'une Amérique qui n'a pas réussi à éliminer toute trace culturelle des peuples autochtones. Portée par une actrice solaire, Darla Contois, appuyée sur la musique de Jason et Nadia Burnstick², réalisé par Zoe Leigh Hopkins³, connue pour promouvoir une création autochtone, la série en est une preuve vibrante, qui vous fera pleurer, c'est sûr, et aussi, sans doute, renforcera votre détermination à lutter contre l'impérialisme nord-américain et ceux qui s'en inspirent !

Claude Moro

1 – Présentation arte.tv

2 – Elle a participé, avec quatre autres cinéastes autochtones, au projet collectif Embargo.

3 – <https://www.burnstickduo.com/>

ESSAI *Un monde en guerres*, de Claude Serfati

Éditions Textuel, 2024, 352 pages, 22,90 euros.

Claude Serfati est l'un des rares économistes français à mener un travail continu de recherche sur l'économie mondiale, l'industrie militaire et la place des forces armées dans l'État. Son précédent ouvrage paru en 2022, *L'État radicalisé. La France à l'ère de la mondialisation armée* (La Fabrique, 2022)¹ était centré sur la France. Celui-ci étudie certaines des facettes internationales de la « mondialisation armée ».

Claude Serfati souligne que « le système international des États est aujourd'hui agi par les forces opposées de la coopération et de la rivalité » (p. 197). Deux caractéristiques du monde actuel pulvérisent deux illusions sur l'impact de la mondialisation capitaliste sur les relations internationales. Le premier est le paradigme du « doux commerce » énoncé au 18^e siècle par Montesquieu et ravivé à la fin du 20^e siècle (ainsi avec la fondation de l'Organisation mondiale de commerce) : les relations commerciales de plus en plus développées sont destinées à limiter la violence dans les relations entre États. Le second pronostic est celui du « dépérissement » des rivalités inter-étatiques dont la base serait sapée par l'interpénétration des capitaux. Pourtant, comme le souligne Serfati, le capital a besoin des États, d'une part comme instrument de défense et de reproduction des rapports sociaux sur un territoire, et d'autre part afin qu'il défende « sa » classe dominante et « ses » grands groupes financiers et industriels vis-à-vis de leurs concurrents sur le marché mondial.

Appropriation des ressources naturelles

Chaque chapitre du livre est centré sur un aspect des guerres qui déchirent notre monde et qui ne se résument pas aux conflits armés ouverts. La première de ces guerres est celle menée contre la nature. L'appropriation des



ressources naturelles correspond à la logique du capital. Mais la guerre à la nature est aussi depuis le 15^e siècle un facteur essentiel de conflits armés ouverts ou latents. Aujourd'hui, les besoins en minerais (cobalt, lithium, etc.) exacerbés par les technologies numériques et le passage aux véhicules électriques ont pour conséquence une surexploitation de certains territoires et des guerres « locales », véritables « guerres pour les ressources » qui ravagent des pays du Sud avec en arrière-plan de « respectables » compagnies minières.

L'Union européenne et le militarisme

Le deuxième chapitre de l'ouvrage est consacré à l'Union européenne. L'UE commence à jouer sa partition dans ce monde en guerres. Il ne s'agit pas seulement de la politique barbare vis-à-vis des migrantEs et de la relation néocoloniale entretenue avec l'Afrique mais du fait que de plus en plus l'UE se donne des instruments d'un militarisme propre notamment en matière industrielle. Cette avancée est cependant compliquée par les pressions exercées tant par les États-Unis que par les États-membres les plus puissants qui veulent défendre leurs intérêts propres.

La Chine, une menace pour l'hégémonie des États-Unis

Le troisième chapitre concerne l'analyse de l'impérialisme. Il revient sur le « développement inégal et combiné », analysé par Trotsky, et décrit la reconfiguration de l'espace mondial qui met aujourd'hui en présence un « bloc atlantique hiérarchisé », avec au sommet les États-Unis, et une puissance montante et résolue : la Chine. Pour Serfati, la Chine est un « impérialisme émergent » dont la logique est fondamentalement la même que celle des autres pays impérialistes. Sa rivalité avec les USA ne peut être assimilée à celle qui a existé entre ceux-ci et l'URSS mais ressemble plus à celle qui a opposé au début du 20^e siècle les « vieux impérialismes » (Royaume-Uni et France) au nouvel empire allemand et a débouché sur la Première Guerre mondiale. La montée de la Chine menace directement l'hégémonie étatsunienne — et, pour l'auteur, l'enclenchement d'un engrenage conduisant à un conflit militaire ne peut être écarté.

Intelligence artificielle et surveillance

Le quatrième et dernier chapitre porte sur l'intelligence artificielle et son utilisation par les États pour surveiller leur population et faire la guerre. Les GAFAM se plient sans trop de résistance aux demandes des États et se soumettent aux marchés lancés par ceux-ci : ainsi Google et Amazon ont signé en 2021 un contrat avec Israël pour la fourniture de systèmes avancés de reconnaissance faciale et d'analyse comportementale. On trouvera également dans le livre des développements portant notamment sur les impasses du « campisme », une analyse de certaines dimensions et des répercussions de la guerre menée par Israël à Gaza et des soutiens qu'elle reçoit du « bloc transatlantique ». Et enfin, des éléments de réflexion sur la construction d'alternatives au capitalisme, de résistances populaires refusant « de subir le double fléau de l'argent et du militarisme ».

Henri Wilno

1 – Voir <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64953>

ESSAI *À nos désirs. Dans l'intimité des lesbiennes*, d'Élodie Font

Éditions La Déferlante, 2024, 208 pages, 19 euros.

Comment s'épanouir dans sa sexualité sans aucune référence à laquelle s'accrocher ? *À nos désirs* est né du constat de ce manque et des témoignages de près de 1200 femmes de 14 à 87 ans, synthétisés par Élodie Font dans cet ouvrage qu'elle aurait aimé trouver lors de la découverte de sa propre homosexualité.

Se découvrir lesbienne

Si certaines le savent depuis toujours, pour d'autres être lesbienne est une révélation tardive. Par manque de représentation dans les livres, sur écran, certaines passent l'adolescence sans même envisager la possibilité de l'amour ou du sexe entre femmes. Dès lors, avant l'acceptation extérieure, il faut dans un premier temps en passer par sa propre acceptation, loin d'être la plus simple. Y a-t-il une « bonne » façon d'être lesbienne ? Faut-il respecter toute une série de « codes » pour être reconnue comme telle par le reste de la communauté ? Se confronter aux regards des autres, ensuite, dans une société toujours très hostile à celles qui s'éloignent du modèle patriarcal. S'affranchir du désir des hommes est aujourd'hui encore vu comme un affront ou un choix par dépit (« tu n'as pas essayé le bon », « tu as vécu des choses traumatisantes avec un homme... ») et beaucoup peinent à imaginer que les choses n'aient en fait, pour une fois, aucun rapport avec eux...

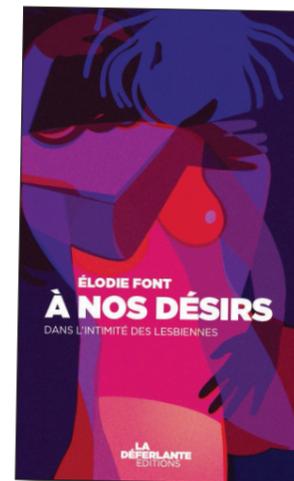
Vivre son désir

Être lesbienne, c'est déconstruire sa sexualité, loin de ce que l'on nous matraque en permanence. Écouter ses envies, jouer autrement. Jouir autrement. S'affranchir des clichés et apprendre à trouver

du plaisir de mille nouvelles façons. Pour certaines, le sexe entre femmes est une révélation, une explosion. Mais la sexualité lesbienne n'est pas toujours toute rose, l'intimité entre deux femmes n'est pas forcément évidente, douce et pleine d'arcs-en-ciel. La violence existe aussi, la baisse de libido ou les désirs à deux vitesses sont de vrais sujets, la difficulté à atteindre l'orgasme aussi. Ce livre permet de s'éloigner de la seule représentation du sexe entre femmes souvent véhiculée par le porno hétéro, fait par et pour les hommes, à mille lieues de la réalité.

Écrit pour permettre à toutes les jeunes filles, à toutes les femmes qui se questionnent sur leur sexualité de trouver un écho à leurs interrogations, cet ouvrage permet également à chacunE, lesbienne ou non, de remettre en question sa sexualité, ses désirs, de se réapproprier ses fantasmes et sa libido, et d'enfin s'affranchir de ce que l'on pense, en amour comme au lit, devoir être.

Cyrielle L.A.



Vie du NPA l'Anticapitaliste

LES NÔTRES *Erim Can*

Erim vient d'être emporté, à 52 ans, par un cancer foudroyant. Il s'était éloigné du militantisme, amer et déçu par nos revers, après l'enthousiasme des belles années du NPA, en particulier chez nous dans l'Eure.

Erim, jeune kurde alévi promis à un avenir de berger dans les collines d'Erzincan, s'était retrouvé à l'école primaire à Louviers après l'embauche de son père dans une usine locale. À 15 ans, jeune rebelle « des quartiers », il avait pris contact avec la LCR. Ses « années lycées », comme celles de son compère Olivier, furent très occupées : SOS Racisme, grèves, tracts, collages, prises de parole, manif, et pour finir un massif comité lycéen contre la guerre du Golfe... Leur groupe de JCR dynamiques profita de l'expérience et du savoir-faire des militantEs aînéEs, et ils et elles

eurent l'occasion de découvrir les problèmes bien différents qui se posaient à des ouvriers révolutionnaires avec des responsabilités syndicales, chez Wonder ou chez Renault Cléon, ainsi que l'activité municipale du groupe « À gauche vraiment ». Mais Erim était alors un révolté, un écorché vif. Étudiant à la fac de Rouen mais toujours leader reconnu dans son quartier, il avait été désigné par le maire-adjoint à la sécurité — alors au PCF — comme l'instigateur d'un affrontement avec la police. Il fut arrêté, comme plusieurs de ses camarades. Une vigoureuse campagne de protesta-

tion, ponctuée par deux manifestations de près d'un millier de personnes, déboucha sur leur libération au bout de trois semaines. L'affaire fut discrètement classée plus d'un an après, mais lui et les autres, tous racisés, en ont payé le prix en termes de refus d'embauche... Plus tard, ayant obtenu sa naturalisation, après bien des années de petits boulots, il réussit le CAPES de physique-chimie. Au lycée de Val-de-Reuil, au collège F. Buisson à Louviers, il fut un prof consciencieux qui se souvenait du sale gamin qu'il avait été. Il laisse un garçon de 13 ans, qu'il élevait seul depuis la disparition de sa mère, Florence, il y a huit ans déjà. C'était l'amour de sa vie ; elle l'avait transformé. Il ne s'était pas remis de sa disparition et s'était replié sur lui-même. Erim, tu resteras vivant dans notre mémoire, rayonnant comme tu l'étais aux plus beaux moments.

Ses amiEs et camarades, le NPA Seine-Eure

JEUNES « La jeunesse, lorsqu'elle se politise, emmerde le Rassemblement national! »

Après la réforme des retraites et le 49.3 qui avaient mobilisé la jeunesse, c'est cette fois la guerre génocidaire à Gaza qui a mis en mouvement la jeunesse ? Est-ce le signe d'une politisation de la jeunesse ?

Le génocide en Palestine a créé un élan de mobilisation de la jeunesse partout dans le monde. Des comités de soutien au peuple palestinien ont été créés dans les universités, ce qui a permis aux étudiantEs de mener des actions pour la Palestine comme des blocages, des campements, des formations ou encore des projections. Une partie de la jeunesse (principalement la jeunesse racisée) se politise sur la question palestinienne ainsi que sur les questions décoloniales en général. Les mobilisations exigent un cessez-le-feu mais également la fin de partenariats des universités françaises avec les universités israéliennes ainsi qu'avec les entreprises soutenant la colonisation et l'apartheid. Ce mouvement de solidarité a été fortement réprimé en France comme aux États-Unis, avec l'intervention de la police dans les universités et des gardes à vue pour les étudiantEs. La jeunesse a su répondre à cette répression et ne s'est pas laissé faire en continuant les blocages et actions en soutien avec la Palestine et à leurs camarades réprimés. Les actions largement visibles sur les campus ont permis de sensibiliser de nouvelles personnes sur l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme.

Quel regard portez-vous sur la politique de Macron, la montée du RN aux élections européennes ? Les politiques de Macron pour la jeunesse ont été destructrices comme sur tous les autres sujets : la création de Parcoursup, du SNU et l'interdiction de l'abaya montrent la volonté de plus en plus claire de mettre au pas la jeunesse dès qu'elle ose s'opposer à sa politique. On a pu le voir dès le début de son premier mandat avec la brutalité dont les policiers ont fait preuve

Entretien. La jeunesse s'est mobilisée spontanément au moment des attaques répétées de l'armée israélienne à Rafah. Lors de la séquence électorale des européennes, les jeunes étudiantEs et travailleurEs ont également participé aux manifestations et à faire pression pour l'unité. Nous faisons le point avec **Grégoire, Héloïse, Lucas et Adèle** des Jeunesses anticapitalistes.



Si toute la jeunesse sera touchée par l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir et sa volonté de la discipliner, c'est surtout la jeunesse racisée qui en paiera le prix fort

pour mater le mouvement des lycéenNEs contre la réforme du bac, ou lorsque la jeunesse est sortie dans la rue pendant le mouvement Blacks Lives Matter et la loi séparatisme. Même si toute la jeunesse sera touchée par l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir et sa volonté de la discipliner, c'est surtout la jeunesse racisée qui en paiera le prix fort. Il ne faut pas oublier que c'est le racisme et l'islamophobie qui structurent aujourd'hui la société française. Nous sommes conscientEs que les résultats électoraux de l'extrême droite s'appuient sur la dépolitisation d'une partie de la jeunesse. Les réseaux d'extrême droite masculinistes trouvent un écho chez les jeunes hommes,

et les groupuscules d'extrême droite recrutent beaucoup dans ce milieu-là. La responsabilité des médias dans la large diffusion des idées d'extrême droite et la visibilité qu'offrent les réseaux sociaux à cette parole participent à la montée du RN. Que ce soit pour les étudiantEs ou les jeunes travailleurEs, il est impératif d'informer largement sur l'arnaque sociale que représente l'extrême droite, et son danger concret pour les jeunes notamment raciséEs et LGBTQI+. La politisation de la jeunesse, notamment lors des mobilisations pour la Palestine, la Kanaky ou les luttes antiracistes, va dans le sens de l'antifascisme. De plus, les marches des fiertés organisées dans de nombreuses villes au mois de juin ont également été l'occasion de cortèges et mots d'ordre contre l'extrême droite. La jeunesse, lorsqu'elle se politise, emmerde le Rassemblement national !

Avez-vous participé à la courte campagne des législatives ?

Nous avons participé à la campagne du Nouveau Front populaire bien qu'elle ait été très courte, en tractant et en faisant des collages mais aussi en participant aux manifestations contre l'extrême droite et contre Macron. Notre rôle au sein du NFP est à la fois de rajouter de la radicalité mais surtout de rappeler que la lutte contre l'extrême droite et pour l'émancipation de la jeunesse ne se joue pas uniquement dans les urnes mais également dans la rue.

Comment les jeunes s'organisent-ils ?

Malgré la fin de l'année universitaire, les jeunes ont été largement présents lors des manifestations spontanées après les résultats des élections européennes, la dissolution du gouvernement et contre les idées d'extrême droite. Ensuite, les organisations de jeunesse et notamment les comités des Jeunesses anticapitalistes

L'urgence est de préparer la riposte face à l'extrême droite et à l'ultralibéralisme de Macron

locaux ont été sollicités par de nombreuses personnes pour participer à la campagne des législatives, contre Macron et l'extrême droite. Durant cette campagne, des actions de collage et des diffusions de tracts ont pu être planifiées rapidement entre les organisations de jeunesse du Nouveau Front populaire à Strasbourg et dans certaines autres villes.

L'année universitaire et scolaire se termine, et les logiques d'auto-construction de certaines organisations de jeunesse limitent grandement l'émergence d'un front antifasciste large dans la jeunesse au niveau local, à Rennes ou à Lille par exemple, et national. Contrairement à ce que nous prônons, on observe une unité par le haut plutôt que par la base.

Et quels sont les projets des Jeunesses anticapitalistes ?

L'urgence est de préparer la riposte face à l'extrême droite et à l'ultralibéralisme de Macron. Même si le Nouveau Front populaire arrivait à gagner une majorité à l'Assemblée, il faudra construire une mobilisation sociale dans la rue et dans les universités pour essayer d'appliquer ne serait-ce qu'une partie du programme du NFP. Il faudra à la fois rappeler à certainEs députéEs pourquoi ils ont été éluEs et répondre à la riposte patronale qui ne va pas facilement nous laisser revenir à la retraite à 60 ans, par exemple. L'objectif est de réussir à mobiliser la jeunesse, que ce soit en créant et renforçant les comités JA locaux, en prenant part et participant à la construction des mobilisations dans les universités et les lycées et renforcer les cadres inter-orgas. Il faut se mobiliser dans les universités et les lycées pour se battre contre leur destruction et également politiser les jeunes étudiantEs. Les JA organisent les RIJ (Rencontres internationales de jeunes), camp international de rencontre entre jeunes révolutionnaires (et unitaires) du 20 au 27 juillet à Vieure dans l'Allier. Il est également prévu dès la rentrée d'organiser des actions afin d'être visible dans les facs pour sensibiliser les étudiantEs sur différents mouvements tels que la Palestine ou la riposte antitrans.

Propos recueillis par Fabienne Dolet

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.linkedin.com/company/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine



Et chaque mois, **l'Anticapitaliste** la revue



Le n°157 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.